



Cahiers d'Asie centrale

13/14 | 2004

Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie centrale

Continuité et discontinuité dans la politique de l'eau en Asie centrale

Jérémy Allouche



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/261>

ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 285-300

ISBN : 2-7449-0444-9

ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Jérémy Allouche, « Continuité et discontinuité dans la politique de l'eau en Asie centrale », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 13/14 | 2004, mis en ligne le 16 septembre 2009, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/261>

Continuité et discontinuité dans la politique de l'eau en Asie centrale

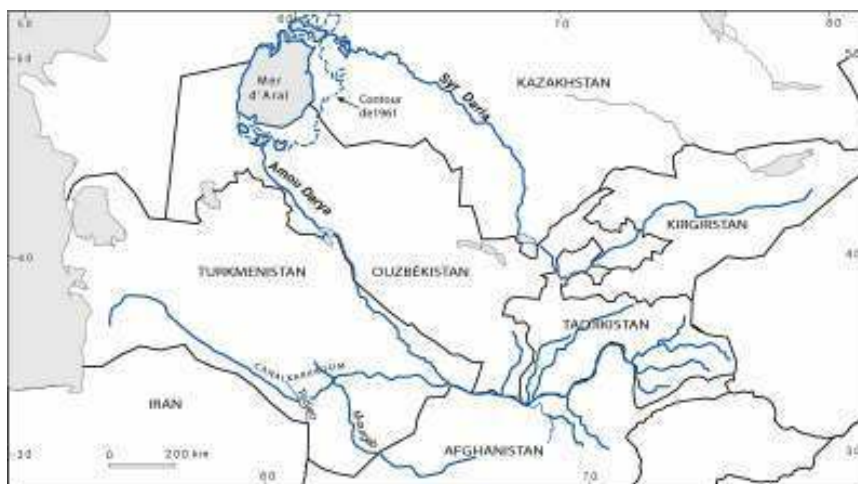
La rareté des ressources en eau est un sujet qui préoccupe de plus en plus la communauté internationale. De nouvelles méthodes de gestion sont mises en place pour mieux gérer les problèmes issus de cette rareté avec, par exemple, la création à travers le monde d'agences de bassins-versants. En Asie centrale, suite à la catastrophe écologique de la mer d'Aral, on aurait pu imaginer que la nécessité de concevoir des solutions plus durables soit particulièrement présente. En effet, suite à l'indépendance des cinq États centrasiatiques (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), les différents leaders de chacun de ces pays s'empressèrent de critiquer les méthodes soviétiques et les organisations internationales débloquent de vastes fonds pour "réparer" ce désastre écologique. Plus d'une décennie après l'indépendance, on peut maintenant s'interroger sur l'existence d'une véritable rupture avec le passé russo-soviétique dans la politique hydrologique actuelle. Afin de répondre à cette question, cet article s'articule en trois parties. La première décrit les caractéristiques propres du bassin de la mer d'Aral avec ses deux fleuves principaux, l'Amou-Daria et le Syr-Daria. La deuxième analyse la politique hydraulique de la Russie puis de l'Union soviétique depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle et ses conséquences écologiques. La dernière partie compare la politique actuelle à celle du régime soviétique et s'interroge sur les lignes de continuités et de discontinuités de la politique hydraulique.

I. Les caractéristiques hydrologiques du bassin de la mer d'Aral

Le bassin d'Aral est situé au cœur de la Touranie, nom géographique de la dépression comprise entre la Sibérie, la mer Caspienne, la frontière chinoise et centrée sur l'Aral. Ce bassin occupe un immense espace de plus de 1,8 million de km² et comprend les *oblast'* de Kzyl-Orda et de Tchimkent dans le sud du Kazakhstan, presque tout le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le

Tadjikistan, la partie nord de l'Afghanistan, une très petite partie du nord-est iranien et un cinquième du Turkménistan¹. Cette délimitation laisse apparaître trois États qui jouent inéluctablement un rôle majeur dans l'utilisation de cette eau, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. En examinant la structure démographique de chaque pays, l'Ouzbékistan apparaît comme se trouvant au cœur du problème puisque 50 % de la population du bassin de la mer d'Aral s'y trouve ; suivent l'Afghanistan (17 %) et le Tadjikistan (13 %)². Même si l'on dénomme habituellement l'Aral comme une mer, sa composition chimique est très différente de celle de l'eau de mer. Le Cl^- y est proportionnellement beaucoup moins important que le SO_4^{2-} . Son pH est très légèrement alcalin et varie avec la saison en fonction des apports minéraux et de la photosynthèse des végétaux aquatiques.

Carte du bassin de la mer d'Aral³



Les deux grands fleuves de ce bassin sont l'Amou-Daria et le Syr-Daria. Le premier naît de la confluence du Piandj et du Vakhsh. Long de 2 400 km⁴, il s'étend du Pamir (Tadjikistan, Kirghizstan et Afghanistan) à la mer d'Aral en traversant le désert du Karakoum et coule à travers le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Le Tadjikistan, pays le plus en amont du fleuve, contrôle plus de 80 % de son débit et occupe donc une place stratégique très importante. Le deuxième fleuve, le Syr-Daria, est long

de 2 500 km⁵ et prend sa source au Kirghizstan, dans le Tian-Chan, puis coule à travers l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, de nouveau l'Ouzbékistan et enfin le Kazakhstan avant de rejoindre la mer d'Aral. Dans ce cas, c'est le Kirghizstan qui occupe une place de choix puisqu'il contrôle 74 % de son débit. L'Asie centrale s'avère donc en fait une région riche en eau. Tel que défini par l'hydrologue Martin Falkenmark, le seuil de stress hydrique critique est de 500 m³/personne/an⁶. Pour l'Amou-Daria, ce seuil est de 3 211 et de 1 171 pour le Syr-Daria⁷. Par contre, à cause d'une utilisation intensive de l'eau à des fins agricoles, aucune des rivières principales ne se déverse dans la mer d'Aral.

II. La politique de l'eau à la période russe et soviétique

Le fait que cette région soit riche en eau constitue certainement l'une des raisons de l'arrivée des Russes en Asie centrale. Outre la rivalité anglo-russe⁸, certains spécialistes considèrent que les ressources potentielles dans cette région (minerais et coton) constituent l'un des facteurs déterminants de sa colonisation⁹. En effet, suite à la Guerre de Sécession américaine (1861-1865) qui priva les usines russes de l'approvisionnement indispensable en coton, l'apport stratégique de cette région fut jugé indispensable¹⁰. Entre 1865 et 1876, les armées russes prirent Tachkent et l'essentiel de ce qui forme aujourd'hui l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan. Si l'on accepte cette hypothèse, on peut donc comprendre qu'à la suite de la colonisation, le gouvernement russe encouragea la production de coton en accentuant les barrières tarifaires sur le coton importé, en introduisant des graines de meilleure qualité et en important des États-Unis des machines pour le traitement du coton. D'autre part, le gouvernement proposa des crédits fort avantageux aux producteurs¹¹.

Tandis qu'en 1886 les plantations de coton étaient évaluées à 5 280 hectares, il y en avait déjà 241 000, c'est-à-dire cinquante fois plus, en 1914. À cette date, plus de 17 % des terres agricoles arables étaient utilisés pour la culture du coton. Cependant, il convient de noter que durant cette période (1865-1914), la production cotonnière a augmenté car le coton avait été substitué à d'autres cultures. La surface des terres irriguées n'a pas augmenté de manière conséquente¹². La Révolution russe changea et accéléra considérablement les choses car, à la différence du précédent gouvernement, les Bolcheviks transformèrent la nature en une véritable industrie. En mai 1918, Lénine promulgua un décret déclarant que l'irrigation en Asie centrale devait assurer l'indépendance totale de la Russie en matière de coton¹³. La collectivisation des terres (kolkhozes et sovkhozes)¹⁴ et la construction de l'empire soviétique modifièrent donc le destin de l'Asie centrale. Dans un parallèle surprenant avec les États-Unis des années 1930 (Tennessee Valley Authority), les Soviétiques transformèrent littéralement le paysage centrasiatique par la construction de gigantesques réseaux de canaux dont le Grand Canal de

Ferghana (1939). L'Asie centrale fut ainsi conçue comme l'une des plaques tournantes de la production cotonnière soviétique¹⁵. De 1933 jusqu'au début de la perestroïka, entre 40 et 50 % des terres irriguées de la région furent consacrées à cette culture. Il est également intéressant de noter que l'emblème de chaque république – à l'exception de celui du Kazakhstan – était lié au coton, symbole même de l'identité que les Soviétiques donnèrent à cet espace¹⁶.

L'irrigation dans le bassin de la mer d'Aral¹⁷

Année	Surface irriguée (million d'hectares)	Surface irriguée pour le coton (million d'hectares)	Pourcentage des terres de coton par rapport au total de la surface irriguée
1913	3,2	0,556	17,4
1922	1,7	0,100	5,9
1933	3,5	1,800	51,4
1940	3,8	1,369	36,0
1945	-	1,110	-
1950	3,8	1,580	41,6
1965	4,8	2,287	47,6
1980	6,3	2,869	45,5
1985	7,0	3,051	43,6
1990	7,25	2,909	40,1
1995	7,94	2,574	32,4

L'Asie centrale était intégrée à une économie soviétique qui augmentait la spécialisation agricole et industrielle de chaque État. Comme le montre le tableau ci-dessus, on passa de 1,5 million d'hectares de surface irriguée pour le coton en 1950 à 3 millions d'hectares en 1990¹⁸. La mise en place de cette politique a entraîné une très importante augmentation des surfaces irriguées bien au-delà du seuil de renouvellement des ressources en eau. Entre 1940 et 1986, la production de coton a augmenté de plus de 300 % au Turkménistan, de 196 % au Tadjikistan et de 122 % en Ouzbékistan¹⁹. À l'indépendance, les surfaces irriguées en Asie centrale étaient évaluées à plus de six millions d'hectares²⁰, la production annuelle de coton était de 8 millions de tonnes, l'équivalent de 17 % de la production mondiale²¹. Les statistiques suivantes montrent clairement cette situation de surexploitation. Alors que la moyenne mondiale de l'usage de l'eau par secteur est de 70 % pour l'agriculture, 22 % pour l'industrie et 8 % pour la consommation domestique, la répartition de l'eau en Asie centrale est de 87 % pour l'agriculture, 10 % pour l'industrie et 3 % pour la consommation domestique²².

Selon les propres mots du Premier secrétaire du Parti communiste ouzbek, Rafik Nichanov, la production de coton a atteint « des proportions monstrueuses »²³. Dès 1987, certains auteurs russes reconnaissent eux-mêmes ce désastre. Dans l'hebdomadaire *Literaturnaâ Gazeta*, il fut rapporté : « La spécialisation devrait être raisonnable. En Ouzbékistan, elle a dégénéré en dictature d'une unique culture, hautement liée au coton. Il s'est d'abord agi d'une monoculture d'ordre psychologique, qui a fait oublier à certains chefs politiques tous les autres besoins de la région. Puis la rotation normale des cultures dans les champs a cessé et le coton a tout évincé du plan. Pratiquement transformé en une vaste plantation de coton, l'Ouzbékistan s'est lancé dans une longue et tragique expérience qui montre la faculté d'une monoculture à corroder non seulement l'agriculture, la santé et finalement la morale publique. »²⁴

Ainsi, l'Union soviétique transforma le bassin de la mer d'Aral en une vaste plantation de coton, en dépit de la fragilité des écosystèmes. Comme l'ont bien montré René Létolle et Monique Mainguet, l'irrigation a des conséquences à terme négatives sur le milieu naturel, notamment une salinisation des terres et de la nappe phréatique²⁵. C'est le résultat de cette politique qui amena le président ouzbek I. Karimov à déclarer lors de l'indépendance : « C'est Moscou, le Centre, l'Union soviétique... c'est l'usage incontrôlé des ressources en eau qui a provoqué la tragédie de l'Aral. »²⁶

III. Continuité et discontinuité dans la gestion de l'eau

La désastreuse politique soviétique vis-à-vis de l'environnement a suscité et nourri de fortes critiques dans les anciennes républiques soviétiques, y compris celles d'Asie centrale²⁷. En Ouzbékistan, le Comité pour la sauvegarde de la mer d'Aral, dirigé par l'écrivain Pirmat Chermoukhamadov, ainsi que le parti politique Birlik (Unité), créé en novembre 1988 par un groupe d'intellectuels ouzbeks, en constituent d'excellents exemples. Le second dénonça en effet lui aussi la politique agricole menée par les Soviétiques en Asie centrale et appela en plus à l'arrêt de la monoculture du coton en Ouzbékistan²⁸. Suite à ces exemples, on aurait pu croire que l'indépendance allait amener des solutions de développement durable pour la région et qu'il existerait donc une grande rupture par rapport au passé soviétique. Mais dans quelle mesure les politiques hydrologiques actuelles se démarquent-elles de ce lourd passé russo-soviétique ?

L'indépendance constitue certainement la plus grande rupture dans le sens où chaque État souhaite dorénavant développer sa propre politique hydraulique. L'une de leurs premières mesures fut d'ailleurs de déclarer leur souveraineté sur les ressources naturelles²⁹. Cependant, malgré cette volonté d'indépendance, les legs du passé soviétique ressurgissent. En comparaison à d'autres régions du monde, l'interdépendance des différents États centra-siatiques est telle que le développement d'une politique nationale apparaît

comme compromise. Ce constat peut s'expliquer par la volonté du pouvoir soviétique, dans les années 1920-1930, de construire de manière voulue cette interdépendance hydraulique. Comme le souligne Daniel Balland, « parler ici de frontières artificielles est en deçà de la réalité. Les supports habituellement utilisés pour caler une frontière sur le terrain, qu'il s'agisse des éléments du milieu physique, des héritages de l'histoire ou des données ethnoculturelles, n'ont été que fort rarement respectés. Au titre des exceptions, on ne peut guère citer que les frontières de l'Afghanistan avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, fixés sur le talweg de l'Amou-Daria. »³⁰

Ce découpage datant de l'ère stalinienne ne fait qu'accentuer les tensions autour de l'eau puisque cette partition de l'Asie centrale modifie les rapports de force entre nouvelles régions. Auparavant, les trois khanats de Khiva, Boukhara et Kokand étaient partiellement délimités selon les trois principaux bassins hydrographiques (oasis) que sont le Khorezm turcophone (karakalpak, ouzbek et turkmène), centré sur le delta de l'Amou-Daria, l'ancienne Sogdiane majoritairement tadjikophone, située entre l'Amou-Daria et le Syr-Daria dans la vallée du Zerafchan, et enfin le Ferghana principalement ouzbékophone, centré sur le cours supérieur du Syr-Daria³¹. La création de nouvelles régions divisa les trois principaux bassins hydrographiques et créa une situation de grande dépendance entre les différentes républiques. Ainsi, l'ancien Khorezm est aujourd'hui divisé entre l'Ouzbékistan et le Turkménistan, la Sogdiane antique entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, le Ferghana entre l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. En outre, cette interdépendance régionale fut encore accentuée par le pouvoir soviétique, qui a relié de manière artificielle la majorité des bassins par la construction de différents canaux. Il est d'ailleurs intéressant de voir qu'avant même la création officielle de chaque république, une conférence décida en mars 1923 de la création d'un Conseil économique pour l'Asie centrale afin de planifier et d'unifier au niveau économique les politiques de chaque future république. L'agriculture et l'irrigation étaient bien évidemment incluses dans cette régionalisation économique³².

Tel que le souligne M. R. Djalili, le partage territorial, par la politique stalinienne du "diviser pour régner", ne se limite pas seulement aux questions ethniques et linguistiques mais se situe aussi au niveau des ressources en eau. Ainsi, « il en a été de même de la subdivision des républiques du bassin de la mer d'Aral en États ayant des surplus d'eau (Tadjikistan et Kirghizstan) et en États déficitaires en eau (Turkménistan et Ouzbékistan). Cette division avait deux avantages essentiels pour Moscou : d'abord, elle générerait inévitablement des contentieux interétatiques sur la question de l'eau, ce qui avait pour effet de renforcer les oppositions entre les pays concernés ; ensuite, quand les différends entre États à propos de l'eau s'aggravaient, les dirigeants des républiques étaient obligés de demander à Moscou d'intervenir comme médiateur, avec pour conséquence de consolider le rôle de la Russie dans la région. »³³

À l'heure de l'indépendance, le Kirghizstan et le Tadjikistan héritent de la majorité des barrages, des réservoirs et du contrôle des différents canaux, accentuant la dépendance des États les plus forts qui se trouvent en amont. L'exemple donné par Daniel Balland pour la frontière ouzbéko-turkmène le long de l'Amou-Daria en est une illustration parfaite. Cette frontière zigzagant d'une rive à l'autre a pour conséquence de laisser le début des deux grands réseaux de dérivation de l'Amou-Daria en territoire turkmène alors qu'ils irriguent les oasis terminales des vallées du Zerafchan (Navoi, Boukhara, Karakoul) et du Kachka-Daria (Karchi) en Ouzbékistan³⁴.

Malgré la volonté de se distancier, suite à l'indépendance, de la politique hydraulique en vigueur à l'époque soviétique, cette interdépendance régionale forcée constitue une véritable cause structurelle qui empêche une rupture radicale par rapport au passé russo-soviétique. Un autre facteur rendant lui aussi inévitable cette continuité est de nature économique. Lors de l'indépendance, le désastre écologique de la mer d'Aral, dû essentiellement à une surexploitation des ressources en eau, avait marqué la région. Le développement de partis politiques de sensibilité écologique pouvait indiquer une certaine volonté de changement. Ainsi, de nombreux programmes portant sur un développement plus durable des ressources en eau furent élaborés et approuvés par les différents leaders centrasiatiques.

Cette question fut traitée au niveau régional et semblait constituer l'une des priorités politiques dans la première moitié des années 1990. À titre d'exemple, les leaders centrasiatiques se rencontrèrent le 18 février 1992 à Almaty et signèrent un « Accord sur la coopération pour la gestion, l'utilisation et la protection des ressources en eau de sources internationales ». L'année suivante, en 1993, un autre texte, l'« Accord sur les activités communes afin de s'occuper de la crise de la mer d'Aral et de ses environs, d'améliorer l'environnement et d'assurer le développement économique et social de la région aralienne » fut signé entre les cinq États. En septembre 1995, une conférence sous l'égide de l'ONU fut organisée à Nukus, capitale du Karakalpakistan, afin d'étudier les diverses solutions écologiques permettant de sauver en partie la mer d'Aral et son écosystème. À cette occasion, les différents chefs de gouvernement ont approuvé la déclaration de Nukus qui prône une approche intégrée de la gestion des ressources en eau et une plus grande coopération entre les États riverains ainsi qu'avec la communauté internationale. Toutes ces initiatives semblaient indiquer une nouvelle approche, plus écologique, dans la gestion de l'eau en Asie centrale. Néanmoins, plus d'une décennie après l'indépendance, on peut clairement voir que les intérêts économiques l'ont emporté sur ces préoccupations écologiques.

Le développement de la production agricole et du coton constitue un deuxième facteur de continuité avec la politique soviétique. Pour preuve, la surface irriguée passa de 7,25 millions d'hectares en 1990 à 7,94 millions d'hectares en 1995, ce qui représente une augmentation de 9,5 %³⁵. Entre 1995 et 2000, la surface irriguée pour toute la région a encore augmenté de

plus de 7 %³⁶. Selon la Banque Mondiale, le Kirghizstan veut doubler sa surface irrigable, le Turkménistan désire accroître sa surface irriguée de plus de 600 000 hectares et l'Ouzbékistan planifie d'augmenter la sienne jusqu'à 4,92 millions d'hectares³⁷. Chaque État justifie sa politique en affirmant que cette expansion est inévitable afin de satisfaire les besoins en nourriture de la population. Le facteur économique constitue en réalité l'élément explicatif principal de cette politique en faveur de ce qu'on appelle "l'or blanc". Selon Boris Rumer, la culture et la transformation du coton représentent plus de 65 % des échanges commerciaux de l'Ouzbékistan et ce secteur emploie plus de 40 % de la population totale³⁸. Les chiffres avancés sont à peu près semblables pour le reste de la région. Une grande majorité de la population se tourne par ailleurs vers l'agriculture en raison de l'effondrement post-soviétique du secteur industriel³⁹.

Dernier point non négligeable, la culture du coton ne peut s'arrêter du jour au lendemain car elle requiert une importante main d'œuvre, ce qui n'est pas le cas des autres secteurs agricoles. La montée très importante du chômage dans ces régions freine donc la reconversion des terres agricoles pour d'autres cultures que le coton. Par conséquent, il n'y a pas substitution des denrées alimentaires à la culture du coton mais plutôt expansion des terres irriguées pour couvrir les besoins en nourriture de la population. Alors que de récentes estimations montrent que la production de coton a augmenté de plus de 18,4 % au Tadjikistan en 2003⁴⁰, les États en amont, en particulier le Turkménistan et l'Ouzbékistan, font face à des crises socio-économiques et écologiques sans précédent et remettent alors au goût du jour les anciens projets soviétiques de détournement massif.

Le dernier facteur qui milite en faveur d'une certaine continuité par rapport au passé soviétique est en effet la reprise du projet de détournement massif des fleuves de Sibérie. Face à l'épuisement des ressources en eau, le pouvoir soviétique avait imaginé corriger les "erreurs" de la nature en inversant le cours de plusieurs grands fleuves. Né à la fin des années 1960, le projet Sibaral avait pour but d'irriguer l'Ouzbékistan et de réalimenter l'Amou-Daria et le Syr-Daria avec les eaux de l'Ob et de l'Irtych. Il devait être organisé en deux phases. La première, prévue pour le début des années 1990, impliquait le transfert de 27,2 km³ d'eau de l'Ob et de l'Irtych, transfert qui devait augmenter dans le cours de la deuxième phase à 60 km³ pour le début des années 2020. Selon Bernard Jacob⁴¹, la section du canal aurait été de 170 à 200 m de large et l'eau aurait été remontée de 240 mètres par pompage. Cette première tranche aurait permis l'irrigation de 4,5 millions d'hectares supplémentaires. Le projet Sibaral⁴² qui, fort paradoxalement, fut suggéré par les ingénieurs du dernier tsar, semblait devoir se concrétiser dans le milieu des années 1980 mais M. Gorbatchev, suite à son accession au pouvoir, en décida la suspension et finalement l'arrêt⁴³.

Tout récemment, l'idée de relancer ce projet a été remise en avant par les gouvernements ouzbek et russe. Le premier a élaboré des propositions dans ce sens lors d'un forum sur la mer d'Aral qui s'est tenu à Tachkent et à Nukus en 2002⁴⁵. Le président Islam Karimov a d'ailleurs déclaré en octobre de la même année qu'il espérait trouver un accord avec la Russie pour que ce projet voie le jour assez rapidement⁴⁶. De nombreux spécialistes ouzbeks comme le professeur Yousoufjan Chadimetov encouragent cette solution⁴⁷. Le conseiller du président Karimov a ainsi déclaré aux experts ouzbeks et russes que le détournement des eaux de Sibérie serait bénéfique pour les deux pays⁴⁸. À première vue, les bénéfices que la Fédération de Russie pourrait en retirer apparaissent comme très limités. D'ailleurs, les premières réactions officielles en provenance de Russie ont été plutôt négatives. Par exemple, l'ambassadeur de Russie en Ouzbékistan, Dmitri Riourikov, a émis de fortes réserves sur la réalisation d'un tel projet. Les considérations stratégiques semblent toutefois avoir peu à peu pris le dessus sur les intérêts écologiques et économiques.

En effet, bien que Moscou n'ait aucun intérêt économique dans ce projet, beaucoup de spécialistes voient en lui un nouvel instrument d'influence afin d'accroître la dépendance du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan par rapport à la Russie⁴⁹. Le 11 septembre 2001 a en partie modifié les enjeux dans la région, le président russe V. Poutine ayant vite compris que les attentats allaient amener les États-Unis à accroître leur rôle sur la scène internationale plutôt qu'à le

Le projet Sibarat⁴⁴



restreindre. Les républiques d'Asie centrale font l'objet d'une vive compétition d'intérêt entre les États-Unis et la Russie pour garder cette zone sous influence. Les Russes ont proposé en ce sens de nombreuses initiatives dont le renforcement des liens militaires avec le Kirghizstan et le Tadjikistan, et plus généralement l'augmentation de la coopération économique, notamment dans le domaine gazier, avec les cinq républiques⁵⁰. Cependant, les initiatives russes n'ont pas été accueillies avec grand enthousiasme et le projet Sibaral constitue pour certains l'instrument qui permettrait d'accroître l'influence de la Russie dans la région. Les ressources en eau sont en effet essentielles pour le développement de cultures irriguées dans ces pays, ce qui a été bien compris par de nombreux hommes politiques russes qui poussent Poutine à accepter ce projet.

Le maire de Moscou par exemple, Iouri Loujkov, qui est d'ailleurs, selon certaines sources, l'architecte du relancement de ce projet⁵¹, a écrit une lettre ouverte à Poutine en sa faveur. La réponse du président peut être interprétée comme en partie positive puisqu'il a ordonné la création d'un comité spécial sur la faisabilité du projet⁵². Nikolaï Tarasov, vice-ministre russe des ressources naturelles, voit également d'un bon œil sa réalisation⁵³. Il en va de même pour l'hydrologue Oleg Vasiliev, conseiller auprès de l'Académie des Sciences de Russie, qui déclarait qu'une diversion de l'ordre de 5 à 7 % des cours d'eau des fleuves de Sibérie vers l'Asie centrale n'aurait aucune conséquence écologique au niveau mondial. Il faut tout de même souligner que Vasiliev avait été l'un des architectes du projet Sibaral dans les années 1970. L'intérêt stratégique des Russes n'est d'ailleurs pas tenu secret dans les milieux nationalistes. Le directeur de l'Institut des pays de la CEI, de la diaspora et de l'intégration, Konstantin Zatulin, a par exemple déclaré que la Russie pourrait sauvegarder son influence régionale en devenant la principale source d'eau pour l'Asie centrale, l'eau devant permettre de contrebalancer l'influence croissante des États-Unis dans cette région⁵⁴.

Au niveau technique, ce projet, s'il voit le jour, prévoit le transfert de 6 % du débit d'eau du fleuve Ob. Le transfert amènerait environ 27 km³ d'eau par an en Asie centrale. Ce montant pourrait augmenter à 37 km³ si l'Afghanistan s'octroyait une plus grande part du débit de l'Amou-Daria⁵⁵. Ce projet suscite cependant la crainte de nombreux spécialistes, régionalement⁵⁶ ou mondialement. Certains craignent une salinisation de l'eau lors du transfert, eau qui serait alors inutilisable pour l'irrigation. D'autres insistent sur le danger de mettre en contact deux écosystèmes différents, pouvant susciter des changements climatiques imprévus. Certains soulignent également que de possibles brèches pourraient inonder une grande partie du territoire traversé.

Cependant, même si le pouvoir ouzbek semble favorable à ce projet et que certains politiciens russes y voient un intérêt stratégique pour leur pays, la question de savoir qui pourrait payer les coûts d'un tel projet n'est pas élucidée. Oumid Abdoullaev, un scientifique ouzbek, a évalué le projet à 30

milliards de dollars⁵⁷. Le maire de Moscou estime son coût au minimum à 34 milliards de dollars. Mais pour lui, cet investissement est nécessaire économiquement et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les eaux sibériennes ne sont pas utilisées et il serait dommage de ne pas exploiter ces ressources. D'autre part, ce projet permettrait d'empêcher une certaine faillite économique de l'Asie centrale et freinerait par conséquent l'immigration des Centraasiatiques en Russie. Enfin, ce projet générerait de grosses demandes pour l'industrie russe en matière d'équipement et de savoir-faire technologique. Quel que soit le bien-fondé de ces arguments, on ne voit pas qui, à l'heure actuelle, pourrait débloquer une telle somme.

Le gouvernement tadjik veut quant à lui relancer l'ancien projet soviétique des barrages de Rojoun et de Sangtouda. Si le premier était réalisé, il constituerait le plus haut barrage du monde (plus de 333 mètres) et permettrait de produire environ 3 600 mégawatt⁵⁸. La renaissance contemporaine de ces anciens projets montre une fois de plus la difficulté des différents gouvernements centraasiatiques à se distancier de la politique hydraulique soviétique.

En dépit du bilan désastreux de la politique soviétique de gestion de l'eau en Asie centrale, les cinq nouvelles républiques restent encore marquées par cette période en ce qui concerne l'élaboration de leurs politiques hydrauliques actuelles. La richesse hydrologique de la région a certainement constitué l'un des facteurs majeurs dans la décision de l'Empire russe d'occuper ces territoires. L'Union soviétique a elle aussi conçu sa politique dans cette région autour d'un développement agricole intensif qui a eu pour conséquence de graves implications écologiques. Malgré les efforts de la communauté internationale, la situation ne s'améliore guère. On peut certes accuser l'URSS d'être le grand responsable de ce désastre, mais les leaders centraasiatiques n'ont pas, en dehors de déclarations de bonnes intentions, véritablement mis le problème hydraulique à l'ordre du jour.

À l'heure actuelle, la situation en Asie centrale est assez paradoxale. La région est riche en eau mais les excès de la politique hydraulique soviétique puis centraasiatique ont mis ces espaces dans une situation de stress hydrique. En effet, l'eau est surexploitée à des fins agricoles, l'utilisation abusive d'engrais pour l'agriculture la rend inutilisable et amène à un double phénomène de salinisation de l'eau et de désertification des sols. Dans cette situation, il existe deux solutions : soit diminuer la dépendance en eau en limitant les cultures agricoles, notamment celles liées au coton, soit essayer d'améliorer la gestion de l'eau. Les cinq républiques n'en ont suivi pour l'instant aucune. Elles ont en fait opté pour la solution de facilité en choisissant des moyens qui pérennisent le stress hydrique avec la reprise des projets de détournement massif. Cette situation devra nécessairement évoluer à long terme mais ces républiques, en particulier l'Ouzbékistan, réagissent pour l'instant dans l'urgence. Les États centraasiatiques ont-ils réellement le choix ? Leur situation économique est très critique, le secteur industriel en pleine crise, le tourisme reste très peu développé et la production de coton constitue l'une

de leurs seules richesses. Dans ce contexte, il n'existe que peu d'alternatives au développement du secteur agricole, la continuité avec la période soviétique s'imposant alors d'elle-même.

Jérémy ALLOUCHE
Centre de compétence sur les institutions de l'eau et sa gestion
École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL)
jeremy.allouche@epfl.ch

RÉSUMÉ

Cet article concerne la politique hydrologique actuelle du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, et du Turkménistan et analyse dans quelle mesure ces États se distancent ou non de la politique soviétique passée. Mis à part le développement de la politique hydraulique nationale, les legs du passé soviétique ressurgissent et d'anciens projets tels le Sibaral ou les barrages de Rojun et de Sangtuda sont à nouveau à l'ordre du jour. Plus d'une décennie après la catastrophe de la mer d'Aral, la crise écologique continue. La production de coton constitue pour ces pays l'une des principales sources de revenus et il n'existe à ce jour que très peu d'alternatives.

Mots-clés. Hydrologie, mer d'Aral, politique soviétique, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, continuité, discontinuité.

ABSTRACT

Continuity and discontinuity in the water policy in Central Asia.

This article looks at the water policies of the five Central Asian republics of Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan, and Uzbekistan, and sees to what extent these policies have really changed or not compared to the soviet period. Apart from the development of new national water policies, the soviet legacy remains and former soviet water projects such as the Sibaral or the Rojun and Sangtuda dams are re-examined. Ten years after the Aral Sea disaster, the ecological crisis continues. Cotton production still constitutes for these countries a main source of revenue and there are not many alternatives to this development.

Key-words. Hydrology, Aral Sea, Soviet water policy, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan, continuity, discontinuity.

NOTES

1. MICKLIN P., *Managing Water in Central Asia*, London, The Royal Institute of International Affairs, 2000, p. 1
2. *Ibid.*, p. 4.
3. Adaptée de LASSERRE F., DESCROIX L., *Eaux et territoires : Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2002, p. 296.
4. MICKLIN P., *op. cit.*, p. 6.
5. *Ibid.*
6. FALKENMARK M., WIDSTRAND C., « Population and Water Resources : A Delicate Balance », *Population Bulletin*, Population Reference Bureau, vol. 47, n° 3, 1992, 36 p.
7. Selon « Major watersheds of the world », *World Resources 2000-2001*, www.wri.org.
8. Voir à ce sujet le chapitre « D. A. Miljutin et la politique extérieure de la Russie » in HAMMER M., *Questions de méthode et regards sur la Russie pré-révolutionnaire*, Genève, IUHEI, 1993, pp. 71-87.
9. JOFFE M., « Autocracy, Capitalism and Empire : The Politics of Irrigation », *The Russian Review*, vol. 54, n° 3, 1995, pp. 365-388 ; LIPOVSKY I. « The Central Asian Cotton Epic », *Central Asian Survey*, vol. 14, n° 4, 1995, pp. 529-542.
10. Comme l'indique Bruno de Cordier, mis à part les États-Unis, l'autre grande puissance exportatrice de coton est la Grande-Bretagne, qui fut à l'époque la principale rivale politique de la Russie. D'après lui, l'importation par les Russes du coton d'Inde britannique et d'Égypte fut consciemment sabotée par des taxes très élevées, ce qui rendit l'attrait pour l'Asie centrale d'autant plus grand. DE CORDIER B., « Conflits ethniques en Asie centrale », *Central Asian Survey*, vol. 15, n° 3/4, 1996, p. 399.
11. Voir LIPOVSKY I., *op. cit.*, p. 532. Voir aussi CLEM R. S., « The new Central Asia : prospects for development » in BRADSHAW M. J., *Geography and transition in the post soviet republics*, New-York, Wilney, 1997, pp. 175-176.
12. Cependant, Micklin indique que déjà les Russes avaient encouragé l'expansion des zones irriguées dans des espaces désertiques qui furent pour la première fois irrigués (par exemple la Steppe de la Faim). Voir MICKLIN P., *op. cit.*, p. 27. Selon Lewis, l'expansion des terres irriguées entre 1870 et 1917 ne fut que de 815 000 hectares, dont seulement une petite partie peut être attribuée à la politique du gouvernement russe. LEWIS R. A. « The Irrigation Potential of Soviet Central Asia », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 52, n° 1, 1962, pp. 99-114.
13. WEINTHAL E., *Making or breaking the State ? Building Institutions for Regional Cooperation in the Aral Sea Basin*, PhD, Columbia University, 1998, p. 157.
14. Voir à ce sujet « The Collectivization Campaign in Uzbekistan », *Central Asian Review*, vol. 12, 1964, pp. 40-52. En 1924, il n'y avait que 62 kolkhozes en Ouzbékistan. En 1927, suite à la politique soviétique en matière de réforme de l'utilisation de la terre et de l'eau, ce chiffre passa à 832. *Ibid.*, p. 42.
15. LEWIS R. A., *op. cit.*, pp. 99-114.

16. Pour les emblèmes, voir LÉTOLLE R., MAINGUET M., *Aral*, France, Springer-Verlag, 1993, p. 250.
17. Tableau basé sur celui de MICKLIN P., *op. cit.*, p. 28.
18. Les chiffres avancés par Lewis sont considérablement différents. Il estime que les terres irriguées en Asie centrale représentaient plus de 9,7 millions d'hectares en 1955, dont 47 % étaient consacrés au coton. LEWIS R. A., *op. cit.*, p. 100.
19. *Nukus report*, Proceedings of the Nukus International Conference on Sustainable Development of the Countries of the Aral Sea Basin, p. 22.
20. KOLTYAKOV V. M., « The Aral sea Basin : a critical environmental zone », *Environment*, vol. 33, n° 1, 1991, p. 5. Selon Micklin, 40 % de cette surface irriguée à l'époque de l'indépendance furent consacrés à la culture du coton.
21. LIPOVSKY I., *op. cit.*, p. 534.
22. KLÖTZLI S., *The Water and Soil Crisis in Central Asia – a Source for Future Conflicts ?*, Environment and Conflict Project (ENCOP), Occasional Paper n° 11, 1994, p. 8.
23. NISHANOV R., *Pravda Vostoka*, 2 juin 1989, p. 1, cité in GLEASON G., « The Struggle for Control over Water in Central Asia : Republic Sovereignty and Collective Action », *Report on the USSR*, June 21, 1991, p. 13.
24. Traduction de l'anglais par l'auteur. Cité in RUMER B. Z. « Central Asia's Cotton Economy and its Costs » dans FIERMAN W. (dir.), *Soviet Central Asia : The Failed Transformation*, Boulder, San Francisco, Oxford, Westview Press, 1991, p. 80.
25. LÉTOLLE R., MAINGUET M., *op. cit.*, pp. 162-163.
26. Traduction de l'anglais par l'auteur. Cité in SMITH D. R., « Environmental security and shared water resources in post-soviet Central Asia », *Post-Soviet Geography*, vol. 36, n° 6, 1995, p. 365.
27. Voir à ce sujet les chapitres 1 et 3 de STEWARD J. M. (dir.), *The Soviet Environment : Problems, Policies and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
28. ZIEGLER C. E., « Political participation, nationalism and environmental policies » in *Ibid.*, p. 26.
29. WEINTHAL E., *op. cit.*, p. 26.
30. BALLAND D., *op. cit.*, p. 89.
31. *Ibid.*, p. 98.
32. SABOL S., « The creation of Soviet Central Asia : the 1924 national delimitation », *Central Asian Survey*, vol. 14, n° 2, 1995, p. 234.
33. DJALILI M. R., « Républiques méridionales de l'ex-URSS : nouveaux États du Sud ? », *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 12, 2001, pp. 75-76 ; O'HARA S. L., « Central Asia's Water Resources : Contemporary and Future Management Issues », *Water Resources Development*, vol. 16, n° 3, 2000, pp. 429-430.
34. BALLAND D., *op. cit.*, p. 91.
35. MICKLIN P., *op. cit.*, p. 37.
36. ABDULLAYEV I., « Water Management and Prospects of Water Division in Central Asia », *The Times of Central Asia*, n° 3, 2000, www.times.kg.
37. *Fundamental provision of water management strategy in the Aral Sea Basin*, Washington DC, World Bank, 1996, p. 53. Voir aussi *Central Asia : Water and Conflict*, ICG Asia Report, n° 34, 30 mai 2002, pp. 3-4.

38. RUMER B. Z., « Central Asia's Cotton Economy and its Costs » in FIERMAN W. (dir.), *Soviet Central Asia*, op. cit., pp. 62-89. En 1996, les chiffres ont légèrement diminué. Selon Vadin Sokolov, responsable du projet WARMAP du programme TACIS de l'Union Européenne, le secteur agricole contribue à environ 35 % du PNB et emploie plus de 24 % de la population active. SOKOLOV V. I., « Integrated Water Resources Management in the Republic of Uzbekistan », *Water International*, vol. 24, n° 2, 1999, p. 105.
39. Il faut aussi noter que depuis le début des années 1960, il n'y a eu que peu d'exode rural, les jeunes Ouzbeks n'ayant pas nécessairement les formations appropriées pour aller travailler dans les nouvelles villes industrielles. Voir à ce sujet GLEASON G., « National sentiment and migration in Soviet Central Asia », *Nationalities Papers*, vol. XV, n° 1, 1987, pp. 228-244.
40. « Cotton Harvests to rise 18.4 percent in 2003 », *The Times of Central Asia*, 30 juillet 2003.
41. JACOB B., « L'eau en URSS. Miroir des conflits d'intérêts et de pouvoirs ou objet de préoccupations écologiques ? », *PCM*, n° 12, 1986, pp. 59-59.
42. Pour plus d'informations sur ce projet, voir MICKLIN P., « The Fate of 'Sibara' : Soviet Water Politics in the Gorbachev Era », *Central Asian Survey*, vol. 6, n° 2, 1987, pp. 67-88.
43. « Resolution on the Cessation of Work on the Diversion of the Flow of the Northern and Siberian Rivers », CC CPSU and SSSR Council of Ministers, *Pravda*, 28 août 1996, p. 1.
44. Le fond de carte provient de la Perry-Castañeda Library Map Collection, Asia Maps, www.lib.utexas.edu/maps/commonwealth/caucasus_cntrl_asia_pol_00.jpg
45. Voir INSAROVA K., « Parched Uzbekistan Covets Russian Waters », *The Times of Central Asia*, 8 mai 2002 ; DUBROVSKAYA E., « Agricultural Crisis prompts Uzbek officials to revive interest in the plan to divert Siberian rivers », 30 mai 2002, www.eurasianet.org.
46. CARLSON C., « Can the Aral Sea be Saved ? », *The Times of Central Asia*, 17 juin 2003.
47. Voir sa position dans le rapport de GLANTZ M., *Water, Climate, and Development Issues in the Amudarya Basin*, Workshop Report, 1^{er} août 2002, pp. 6-7, consultable sur le site Internet <http://www.esig.ucar.edu/centralasia/summary.pdf>.
48. TEMIROV R., « Lobbying grows in Moscow for Siberia-Uzbekistan water scheme », 19 février 2003, www.eurasianet.org.
49. LIPOVSKY I., « The Deterioration of the Ecological Situation in Central Asia : Causes and Possible Consequences », *Europe-Asia Studies*, vol. 47, 1995, pp. 1118-1119 ; ICG, op. cit., pp. 27-28.
50. DJALILI M. R., KELLNER T., *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, op. cit., 2003, 3^e édition, pp. 508-520.
51. *Komsomol'skaâ pravda*, 5 janvier 2003.
52. TEMIROV R., op. cit.
53. ALIBEKOV I., « Clashing approaches becloud Central Asia's future », 28 mai 2003, www.eurasianet.org.
54. *Ibid.*
55. GLANTZ M., op. cit., p. 16.

56. C'est le cas par exemple du scientifique russe Viktor Danilov-Danilian, ancien directeur du Comité russe de protection de l'environnement.

57. TEMIROV R., *op. cit.*

58. Voir à ce sujet ICG, *op. cit.*, pp. 24-25.